

Du syndicalisme rassemblé au rassemblement syndical, quel outil pour y parvenir ?

La CGT, l'Union syndicale Solidaires, la FSU appellent, avec l'Unef et des mouvements lycéens, à une grève interprofessionnelle le 29 septembre pour les salaires, les pensions, les bourses d'études et les minima sociaux. Comment faire de cette journée le point de départ d'une mobilisation unitaire plus large, inscrite dans la durée ? Les responsables de ces trois organisations en ont débattu au Forum social.

[Latifa Madani](#)[Sébastien Crépel](#)[Rosa Moussaoui](#)



Fête de l'humanité 2022, agora : avec Philippe Martinez , Benoit Teste , Murielle Guilbert , Simon Duteil, Solidaires . © Julien Jaulin/hanslucas

Les rendez-vous de la rentrée sociale prennent souvent un tour rituel. Comment aller plus loin, être plus unitaires, renverser le rapport de forces ?

Murielle Guilbert Nous sommes dans un contexte d'urgence sociale et climatique. La crise énergétique nous oblige à lier, concrètement, question sociale et environnementale. Comme pour les mobilisations sur la réforme des retraites, il nous faudra rapidement poser la question des suites.

Benoît Teste On ne va pas se mentir, il est difficile de faire prendre conscience que la question salariale dépasse celle de l'entreprise ou du secteur. Nous devons politiser le sujet, engager un rapport de forces. Ce que nous ferons le 29 septembre sera déterminant pour tous les combats à venir, y compris sur les retraites. Si nous sommes forts le 29, cela pèsera pour la suite. La question des salaires reste urgente, l'inflation prend les gens à la gorge. Nous pouvons gagner car, dans un contexte de « pénurie » de recrutements, de difficultés à trouver les qualifications nécessaires dans les entreprises et dans les services publics, nous répondons : augmentez les salaires ! Nous avons donc le rapport de forces en notre faveur. Faisons fructifier le 29 septembre !

« La question des salaires reste urgente, l'inflation prend les gens à la gorge. » Benoît Teste, secrétaire général de la FSU

Philippe Martinez Nous sommes dans une situation assez inédite. Depuis le début de l'année, il n'y a jamais eu autant de grèves pour les salaires, jusque dans des entreprises où les salariés n'avaient jamais fait grève. Cette rentrée doit pouvoir fédérer toutes ces luttes. Pourquoi avons-nous du mal à concrétiser la convergence que nous appelons de nos vœux à chaque fois ? Le niveau de la colère et l'ampleur des revendications pour une augmentation générale des salaires sont tels que nous devons faire la démonstration, ensemble, que nous pouvons gagner. Pendant que les dividendes versés aux actionnaires battent des records, l'exigence de partage des richesses est forte. Le vrai défi est de faire de ce 29 septembre le début d'un rassemblement.

Vous employez les termes de « recomposition », « refondation intersyndicale », « outil syndical commun ». Qu'entendez-vous par là ?

Benoît Teste Les divisions sont ancrées dans l'histoire. Néanmoins, il est absolument nécessaire de proposer un syndicalisme plus unitaire, s'adressant à davantage de salariés. Tel est l'enjeu. C'est la raison pour laquelle, à la FSU, nous employons le terme « refondation ». Car il ne s'agit pas seulement d'additionner des forces existantes. Si déjà nos trois organisations arrivent à donner un chemin plus clair, plus efficace avec un outil unitaire pérenne qui traite les questions sur le fond et qui soit identifié par les salariés, je suis persuadé que cela entraînera d'autres forces. Nos divisions empêchent de toucher une grande part de salariés, particulièrement cette population en précarité, aux marges du salariat – je pense notamment aux gilets jaunes. Avec un outil refondé, nous devons arriver à mobiliser cette population, l'intégrer aux luttes, notamment aux luttes féministes et contre les discriminations. D'où la notion de « syndicalisme à vocation majoritaire ». C'est un peu incantatoire, mais l'objectif est de rassembler.

Simon Duteil Le moment historique que nous vivons nous impose une recomposition. En 2019, nous avons gagné notre combat commun contre la dernière réforme des retraites. Ce n'est pas suffisant. Notre analyse de la montée de l'extrême droite, dans le monde du travail, a fait bouger les lignes à Solidaires. La responsabilité du syndicalisme de luttes et de transformation sociale est engagée pour aller plus loin.

« Quelle que soit l'étiquette, notre rôle est d'essayer d'améliorer le quotidien. » Simon Duteil, porte-parole de Solidaires

Philippe Martinez La question sera posée et discutée à notre prochain congrès. Nous devons, par exemple, aborder le sujet des « parenthèses électorales » qui paralysent et divisent l'action syndicale. Nous devons aussi analyser les raisons pour lesquelles il y a trop de salariés non syndiqués. Nous devons trouver des réponses à toutes ces questions.

Un tel horizon syndical au plan organisationnel pose des questions de fond. Quelles sont les grandes lignes de vos convergences sur le projet de société ?

Murielle Guilbert Solidaires, qui porte depuis plusieurs années la vocation d'un syndicalisme de transformation sociale, fait le constat que l'on se rejoint de plus en plus dans de nombreux combats. Nous avons réussi à travailler ensemble, notamment dans les intersyndicales femmes, depuis plus de vingt ans. L'alliance Plus jamais ça (syndicats et associations environnementales) a montré toute la pertinence de lier écologie et combat social. La répression que nous avons subie du fait des lois liberticides d'Emmanuel Macron nous a fait nous retrouver sur ces sujets alliant lutte contre le capitalisme et lutte contre les dominations. Malgré des différences d'approche, le travail commun a

pu avancer sur l'écologie, le féminisme ou l'antiracisme, tant au niveau national que local. Le syndicalisme de transformation sociale qui caractérise nos trois organisations favorise cette dynamique.

Philippe Martinez Sur beaucoup de points, dont le combat féministe et la lutte contre l'extrême droite, nous sommes d'accord et nous nous organisons pour que la riposte soit unitaire. Il s'agit de valeurs fondatrices de la CGT. Nous avons un socle commun très important de revendications, d'idées de transformation. Ce débat ne doit pas rester un débat de chefs. Un échange d'expériences doit se faire dans les entreprises et sur les territoires.

D'autres acteurs, au-delà des syndicats, peuvent être intéressés à des combats communs. Quels sont les lieux d'intersection possibles ?

Benoît Teste Le collectif Plus jamais ça est l'un de ces lieux. Le syndicalisme que nous défendons est celui qui fait le lien entre la défense des conditions de travail, l'intérêt général et le projet de société. Pour nous, il n'y a pas de séparation. À ceux qui pensent que « les syndicats n'ont pas à s'occuper de l'écologie » ou que « ces questions relèvent de la politique, ce n'est pas l'affaire des syndicats », nous répondons que ce sont les salariés qui transforment le monde. Ils ont la capacité et la légitimité à s'exprimer sur la manière, par exemple, dont on produit pour protéger la planète. La tentation du corporatisme et du repli sur soi ne peut que servir les gouvernements qui veulent nous neutraliser, comme on a pu le voir avec les lois affaiblissant les institutions représentatives.

FO – qui vient d'annoncer qu'elle ne participerait pas à la journée du 29 septembre – et la CFDT sont deux importantes organisations. Comment vous positionnez-vous à leur égard ?

Philippe Martinez La CGT veut travailler avec tout le monde. À chaque fois que l'on a conquis quelque chose, c'est parce qu'il y avait du monde dans les grèves et dans les mobilisations. Ne tombons pas dans le piège de la division entre contestataires et réformistes. Il y a des mobilisations unitaires dans les entreprises, dans les services et la fonction publiques. Lorsque la base secoue, elle fait bouger les lignes. Cela dit, il y a des divergences de fond avec la CFDT, qui admet l'individualisation des droits alors que nous nous battons pour des garanties et des droits collectifs. Quant à FO, avec qui nous avons mené la bataille contre la réforme des retraites, je n'ai pas encore compris son refus de s'unir pour les salaires. Nous devons garder cet objectif d'un rassemblement le plus large possible, mais on ne peut attendre indéfiniment pour avancer.

Murielle Guilbert La recherche de l'unité syndicale est commune à nos trois organisations, mais pas à n'importe quel prix. Si le constat est commun sur la paupérisation des travailleuses et des travailleurs et sur la pression de l'inflation sur la population, des divergences demeurent au sujet de la stratégie et du rapport de forces, des questions centrales.

« Nous devons réfléchir à nos pratiques internes de démocratie. » Murielle Guilbert, secrétaire nationale de Solidaires

Simon Duteil Nous n'avons pas la même vision de la lutte des classes, pas le même horizon, mais les lignes de fracture ne sont pas toujours aussi fortes qu'on le croit. Quelle que soit l'étiquette, notre rôle est d'essayer d'améliorer le quotidien. Or, la réalité aujourd'hui, c'est plutôt la faiblesse, voire l'absence de syndicalistes sur le terrain.

À quelles conditions un outil syndical commun permettrait-il de surmonter la désyndicalisation massive, en particulier dans les franges les plus précaires du salariat et chez les plus jeunes ?

Philippe Martinez L'outil syndical commun ne réglera pas tout, si on ne tient pas compte des évolutions du monde du travail, si on ne touche pas ceux qui en souffrent, et qu'on ignore les travailleurs ubérisés, ceux des TPE, la jeunesse étudiante salariée, les retraités et les chômeurs. Cette « refondation » ne vise pas à changer la nature de notre syndicalisme mais à l'ancrer davantage dans la diversité du monde du travail et auprès de ceux qui ne nous voient pas et qui ont envie de s'organiser et de lutter.

Murielle Guilbert Nous devons réfléchir à nos pratiques internes de démocratie. Les travailleurs sans papiers de Chronopost sont en grève depuis neuf mois. Comment les intégrer ? C'est un défi à inscrire dans notre réflexion.

La montée de l'extrême droite chez les salariés rend-elle plus pressantes la volonté unitaire et la nécessité de faire front ?

Benoît Teste L'extrême droite est un ennemi mortel pour nous. Nous ne devons pas cesser de lutter contre ses idées, de démontrer que ce sont les solidarités et pas les stigmatisations qui sont la réponse aux difficultés sociales. Un sondage récent montre la progression du RN chez les fonctionnaires, y compris chez les enseignants, le plus souvent dans des endroits où il n'y a pas de syndicats, d'où l'importance du collectif.

Simon Duteil À Solidaires, c'est la montée de l'extrême droite qui nous fait poser la question de la recomposition syndicale. Nous devons faire face ensemble en portant concrètement des propositions alternatives. L'urgence climatique aussi nous oblige. Notre syndicalisme a du retard sur le sujet, sur notre rapport à la production. Sans réponses sur ces questions, d'autres s'en chargeront, pour le pire. « Le vrai défi est de faire de ce 29 septembre le début d'un rassemblement. » Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT

Philippe Martinez L'antifascisme, l'antiracisme, l'internationalisme sont dans les racines du syndicalisme. Nous avons besoin de nous ressaisir collectivement pour empêcher la banalisation du discours et des idées d'extrême droite dans les entreprises et dans les services. J'entends des camarades militants, parfois élus, esquiver la discussion parce que ce serait compliqué. Ici, à la Fête de l'Humanité, lors de l'inauguration du Forum social, un camarade est venu me dire qu'il avait voté RN et qu'il était content d'y avoir adhéré et de lui donner de l'argent.

C'est la réalité. Le RN fait croire qu'il défend l'augmentation des salaires et du Smic, mais à l'Assemblée nationale, ses députés sont Macron compatibles, ils sont pro-capital. Le combat contre l'extrême droite est essentiel, c'est ce qui nous fédère en France et en Europe. Laissons de côté nos petites histoires. Nous avons une lourde responsabilité. Ne passons pas à côté.